



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 5 AOUT 2020

En raison des restrictions de mouvement et de réunion à Kinshasa, ce document remplace la conférence de presse ONE UN.

Pour toute question, merci de contacter :

- **Porte-parole MONUSCO et Coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies Mathias Gillmann : 099 706 9920**
- **Porte-parole militaire Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo : 081 890 7160**
- **Relations avec les médias Adèle Lukoki : 081 890 7706**

DROITS DE L'HOMME :

Note du BCNUDH sur les principales tendances des violations des droits de l'homme entre janvier et juin 2020 :

Entre janvier et juin 2020, le BCNUDH a documenté 4.113 violations et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC, soit une augmentation de 17 % par rapport au semestre précédent (juillet-décembre 2019) et de 35 % par rapport à la même période l'année dernière (janvier-juin 2019). Cette tendance à la hausse s'explique par une augmentation exponentielle (+91 %) du nombre d'atteintes attribuables aux groupes armés, qui est indicative d'une détérioration de la situation des droits de l'homme dans les provinces en conflit, en particulier l'Ituri, le Sud-Kivu, le Tanganyika et le Nord-Kivu, tandis que le nombre de violations commises par des agents de l'Etat a légèrement diminué (-3 %).

Près de 43 % des violations documentées durant le premier semestre 2020 ont été commises par des agents de l'Etat, qui ont notamment été responsables des exécutions extrajudiciaires d'au moins 225 personnes, dont 33 femmes et 18 enfants, sur l'ensemble du territoire de la RDC. Les combattants de tous les groupes armés confondus ont quant à eux commis 57 % des violations documentées et ont été responsables des exécutions sommaires d'au moins 1.315 personnes, dont 267 femmes et 165 enfants, plus de trois fois le nombre enregistré au premier semestre 2019.

Parmi les agents de l'Etat, les militaires des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont commis le plus grand nombre de violations (806 violations, près de 20 % du total documenté), dont les exécutions extrajudiciaires de 129 personnes dont 24 femmes et 12 enfants. Il s'agit d'une diminution par rapport au premier semestre 2019 (847 violations). Les agents de la Police nationale congolaise (PNC) ont pour leur part commis 724 violations, une augmentation par rapport au premier semestre de 2019 (689 violations), dont les exécutions extrajudiciaires de 94 personnes y compris neuf femmes et six enfants.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Au cours du premier semestre 2020, le BCNUDH a documenté un total de 3.908 violations et atteintes aux droits de l'homme dans les provinces affectées par les conflits, ce qui représente, conformément à la tendance générale, une augmentation significative par rapport à la même période l'année dernière (2.457 violations). Les combattants de tous les groupes armés confondus sont responsables de la majorité des violations (2.357 atteintes), soit 60 % des violations documentées dans ces provinces. Les agents de l'État ont pour leur part commis 1.551 violations, soit 40% des cas documentés.

Bien que ce semestre ait connu une augmentation du nombre de violations perpétrées par les agents de l'État dans les provinces en conflit, le nombre de victimes d'exécutions extrajudiciaires a diminué (155 civils tués contre 173 au premier semestre 2019). En revanche, les atteintes par les groupes armés ont entraîné la mort de plus de civils (1.315 victimes d'exécutions sommaires contre 416 au premier semestre de 2019). Le BCNUDH reste préoccupé par le nombre élevé de civils tués dans ces provinces au cours des six premiers mois de 2020: au moins 1.470 personnes dont 298 femmes et 177 enfants, soit, en moyenne, huit civils tués chaque jour dans le cadre de conflits. Parmi les provinces en conflit, celle du Nord-Kivu reste de loin la plus affectée (1.864 violations), suivie notamment de l'Ituri (680 violations), du Sud-Kivu (475 violations), du Tanganyika (275 violations), du Kasai (235 violations), du Maniema (178 violations) et du Kasai Central (146 violations).

Au cours du premier semestre de 2020, le BCNUDH a documenté 398 cas de violences sexuelles liées aux conflits affectant 436 femmes et deux hommes adultes, soit une augmentation par rapport au semestre précédent (406 victimes adultes). Près de 21 % de ces victimes sont attribuables à des agents de l'État (94 victimes), notamment des militaires des FARDC (76 victimes) et des agents de la PNC (15 victimes), tandis que les combattants des différents groupes armés sont responsables de près de 79 % des victimes (342 femmes et deux hommes).

Entre janvier et juin 2020, le BCNUDH a documenté 573 violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales liées à des restrictions de l'espace démocratique sur l'ensemble du territoire congolais, soit une augmentation de 24 % par rapport à la même période de l'année 2019 (461 violations). Cette tendance à la hausse s'explique notamment par un grand nombre d'arrestations arbitraires et de détentions illégales ainsi que de violations au droit à la liberté d'expression, et par une augmentation du nombre d'atteintes aux libertés fondamentales commises par les groupes armés. Par ailleurs, certaines de ces violations ont été commises dans le cadre de la mise en œuvre des mesures liées à l'état d'urgence sanitaire, lorsque celles-ci ont été utilisées comme un prétexte pour restreindre l'exercice des libertés fondamentales de façon injustifiée. Les principaux auteurs de ces violations sont, à l'instar du premier semestre 2019, les agents de la PNC (241 violations), suivis des militaires des FARDC (136 violations). Des combattants de groupes armés ont commis 104 violations en lien avec l'espace démocratique, une augmentation importante par rapport à la même période de l'année 2019 (47 violations).

Au cours du premier semestre de 2020, le BCNUDH a continué l'appui aux juridictions militaires dans le cadre de la lutte contre l'impunité. Au moins 80 militaires des FARDC, 25 agents de la PNC et 28 membres des groupes armés ont été condamnés pour des actes constitutifs de violations des droits de l'homme sur tout le territoire de la RDC, ce qui traduit un effort important des autorités judiciaires en matière de lutte contre l'impunité. Ce semestre a par ailleurs été marqué par une diminution du nombre de décès en détention (89 décès) et d'évasions (295 évadés) par rapport au premier semestre 2019 (106 décès et 1.045 évadés). Le BCNUDH s'est impliqué dans le plaidoyer pour prévenir la propagation de la COVID-19 dans les lieux de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungou, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

détention, et au moins 2.843 détenus ont été libérés au 30 juin 2020 à la suite des instructions des autorités judiciaires.

Le BCNUDH a organisé ou soutenu, sur l'ensemble du territoire, au moins 49 activités de renforcement de capacités des acteurs étatiques et non-étatiques en matière de droits de l'homme, en particulier la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). Ces activités, à l'intention de près 2.635 personnes dont 31% de femmes, ont notamment porté sur les mécanismes nationaux et internationaux de protection et de promotion des droits de l'homme, la protection des civils dans les zones de conflit, la lutte contre l'impunité, la lutte contre les violences sexuelles, ainsi que sur la commémoration des journées internationales des droits de l'homme. Le Bureau a par ailleurs soutenu la visite en République démocratique du Congo de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en janvier 2020, ainsi que le dialogue interactif renforcé sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo au Conseil des droits de l'homme en juin 2020. Enfin, dans le cadre de son programme de protection, le BCNUDH a traité plus de 162 cas de menaces et de violations des droits de l'homme à l'encontre de 246 défenseurs des droits de l'homme, 46 journalistes et autres professionnels des médias, ainsi que 17 victimes de violations des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire congolais. Le BCNUDH s'inquiète du nombre de menaces et intimidations à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme (près de 80 % des cas de protection).

TANGANYIKA :

Une équipe multisectorielle du bureau de la MONUSCO Kalemie séjourne du 3 au 9 août 2020 dans le territoire de Nyunzu (200 kms de Kalemie) dans le cadre d'une mission conjointe d'évaluation sur divers aspects, notamment la protection des civils, les droits de l'homme, les conditions sécuritaires et le processus Désarmement, Démobilisation et Réintégration. A cet effet, l'équipe se rendra sur plusieurs axes dans le territoire de Nyunzu, principalement Nyunzu – Mukimbo, Nyunzu –Lwizi et Nyunzu – Kabeya Mayi. Outre les autorités territoriales locales, la mission prévoit des rencontres avec différents acteurs locaux tels que la société civile, les associations de femmes, les jeunes, ainsi que les leaders des communautés Twa et Bantous.

Depuis janvier 2020, le territoire de Nyunzu connaît un regain d'insécurité lié à l'activisme des groupes armés Mayi-Mayi Apa Na Pale, mais également à une recrudescence de la violence du fait des milices d'auto-défense des communautés Twa et Bantous. Deux agences du système des Nations Unies, le HCR et UNFPA, prennent également part à cette mission d'évaluation qui comporte un volet humanitaire.

En outre, la MONUSCO a procédé le 31 juillet 2020 à la restitution du terrain du camp des Casques bleus indonésiens aux autorités de Manono à 450 km au sud-ouest de Kalemie. La signature du protocole de restitution du terrain entre la MONUSCO et l'Administrateur du territoire et Représentant de l'Etat congolais marque le processus du désengagement de la mission onusienne en territoire de Manono.

Avant la séance protocolaire, une présentation des dons en équipements et d'autres matériels roulants qu'offre la MONUSCO à l'Etat congolais au niveau local a eu lieu. Le lot est notamment composé de 4 véhicules, une dizaine des tentes, des containers et un générateur.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Engagée depuis 2004 en territoire de Manono, la Mission a notamment appuyé l'installation de 5 comités locaux de paix « Baraza » dans des localités stratégiques du territoire de Manono, à Mukebo, Nsange, Nsengatshimbu et Kabeke et Mbayo, avec pour principal objectif de promouvoir la paix et la cohabitation pacifique entre les communautés.

ITURI :

La MONUSCO, à travers l'ISSSS (la Stratégie Internationale pour la Stabilisation du Congo), a remis officiellement le mardi 28 juillet 2020 au Gouvernement provincial de l'Ituri un bâtiment qui sert désormais de local administratif pour la Brigade foncière de Kasenyi dans le territoire d'Irumu.

Il s'agit d'une des réalisations du projet de stabilisation « *Pamoja Kwa Amani* », Ensemble pour la Paix en français, dans son volet gouvernance foncière dans la Chefferie de Bahema Sud ; elle s'est faite en partenariat avec ONU-HABITAT et la Commission foncière de l'Ituri (CFI). L'objectif visé par ce projet est de rapprocher l'administration foncière des administrés, mais aussi de faciliter l'accès sécurisé à la terre et à l'information foncière, un problème récurrent générateur de conflits dans la région.

PRISONS :

Dans le cadre du suivi des mesures de décongestionnement des prisons, la section Appui à la Justice de la MONUSCO a tenu une séance de travail fin juillet avec le greffier de détention de la prison de Kananga en vue de l'identification des cas de personnes détenues pour des faits paraissant bénins.

Cette opération avait également pour but de persuader les chefs des juridictions d'accélérer les procédures de jugements afin de déterminer rapidement le statut de certains détenus. La section a aussi apporté un appui technique et logistique au Parquet près le Tribunal de Paix de Kananga en vue de l'inspection de 6 cachots de la Police nationale congolaise.

POLICE :

La Police de la MONUSCO (UNPOL) a équipé une salle de cours et aménagé des blocs sanitaires pour la Direction de la Police technique et scientifique de l'Académie de Police nationale congolaise (PNC) de Kinshasa, dans la commune de Barumbu. Ce projet vise à améliorer les conditions de formation de nouveaux stagiaires de la PNC.

Par ailleurs, la première pierre des travaux de construction et de réhabilitation du centre de santé de la Police du Nord-Kivu, à Goma, a été posée le 29 juillet 2020. Le projet consiste à agrandir la salle d'accouchement existante et à construire une salle de néonatalogie ainsi qu'une unité d'urgences. Ces trois unités sont destinées non seulement aux familles de policiers, mais aussi aux prisonniers de la prison voisine de Munzenze, ainsi qu'aux habitants du quartier alentour.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

COVID-19 :

La MONUSCO a inauguré le dimanche 2 août 2020 son Centre d'accueil et de traitement de personnes malades de COVID-19 à Ndoromo à environ 3 kilomètres du centre de Bunia en Ituri. Le Centre a une capacité de 10 lits dont 5 pour des cas de détresse respiratoire. Il est principalement destiné aux personnels civils et militaires des Nations Unies, "*mais peut aussi, à la demande des autorités onusiennes, accueillir des populations locales*", a expliqué le Médecin-directeur de l'hôpital de niveau 2 de la MONUSCO.

En outre, dans le cadre de la protection des libertés individuelles durant cette période, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme de la MONUSCO à Bunia a organisé, du 22 au 24 juillet 2020, un atelier de trois jours pour la vulgarisation des principes directeurs des droits humains en matière sanitaire. Ont pris part à ces sensibilisations : des autorités politico-administratives, sécuritaires, judiciaires, sanitaires ainsi que des représentants des médias locaux et de la société civile de l'Ituri.

Au Kasai-Central, la MONUSCO a aussi remis le 25 juillet 20 lits de campagne aux policiers déployés à Kazumba pour sécuriser le centre d'isolement d'un cas confirmé de Coronavirus et des personnes qui l'accompagnait.

SITUATION MILITAIRE

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul DJEHOUNGO, porte-parole militaire de la MONUSCO)

L'actualité des semaines écoulées au niveau de la zone de déploiement de la Force reste marquée par les affrontements meurtriers à Pinga au sein du groupe armé NDC-R désormais divisé en deux factions rivales dont l'une est fidèle au général auto-proclamé Guidon et l'autre fait allégeance au 'colonel' Bwira.

Les principales informations sur la situation sécuritaire par région se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, la Force reste vigilante face à la persistance de la menace que constituent les groupes armés. Le 24 juillet 2020, alors que des assaillants du groupe CODECO menaçaient de s'attaquer à des civils à Kabarole (10 km à l'ouest de Bunia) dans le territoire d'Irumu, la Force est intervenue promptement en déployant sur place une patrouille qui a réussi à stopper les activités criminelles de ce groupe armé. La patrouille a dominé la zone, interagi avec les éléments des FARDC et de la Police nationale, ainsi qu'avec les populations locales, dont certains habitants avaient commencé à fuir leurs domiciles. Le 26 juillet 2020, la base opérationnelle temporaire de Bayoo est également intervenue pour mettre fin à l'attaque lancée par les combattants CODECO sur la localité de Loda (7km au nord de Bayoo) où des maisons ont été incendiées. Les 1^{er} et 2 août 2020, la Force de la MONUSCO est intervenue en soutien aux FARDC pour mettre en déroute des combattants FPIC respectivement dans les localités de Kombokabo (26 km à l'est de Irumu) et Balazana (28 km au nord-Est de Irumu).

Dans le territoire de Beni, la Brigade d'Intervention de la Force connaît un nouveau chef en la personne du Général de Brigade Monwabisi Dyapoku de la République Sud-Africaine. A peine les formalités d'arrivée terminées, le nouveau commandant a entrepris une tournée faite d'une part de visites de courtoisie aux autorités

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

administratives et militaires, et d'autre part, d'inspections opérationnelles des unités déployées dans sa zone de responsabilité. Il s'est engagé auprès de ses interlocuteurs à renforcer davantage la collaboration en vue de soulager les souffrances des populations.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, de nombreux affrontements ont eu lieu entre divers groupes armés au cours des deux dernières semaines. Les rivalités au sein du groupe NDC-R se sont soldées par des attaques meurtrières qui ont consacré la scission du groupe en deux factions dont l'une est commandée par Guidon et l'autre par Bwira. La Force de la MONUSCO s'est déployée non seulement pour protéger les populations civiles mais aussi pour porter assistance aux victimes. Les bases de déploiement temporaires de Pinga et de Lukweti ont facilité la reddition des combattants de tout bord. La Force a également aidé à évacuer les blessés à Goma en vue d'une meilleure prise en charge médicale.

Dans la province du Sud-Kivu, afin d'anticiper les actions des groupes armés, la Force a accru sa présence sur le terrain avec un nombre plus élevé de patrouilles de longues portées notamment dans les localités de Keisha, Kanyola, Karava et Ziralo. De même, des patrouilles de reconnaissance et de dissuasion couplées avec des engagements communautaires ont été effectuées dans les localités de Bendera, Katenga, Lukombwe et Nyemba. L'objectif visé était de maintenir la confiance au sein des populations civiles. Par ailleurs, plusieurs informations reçues auprès de diverses sources ont fait état de velléités d'attaques sur les bases de Sange et de Mikenge ; aussi des mesures de protection supplémentaires ont-elles été mises en place en liaison avec les FARDC et la PNC afin de faire face efficacement à toutes menaces d'où qu'elles proviennent.

Enfin, il convient de mentionner la reddition de 270 ex-combattants, dont 259 NDC-R, depuis le 23 juillet 2020. Ils ont été remis à la section DDR-RR.

EQUIPE DE PAYS

EBOLA :

Le Bureau de la coordination des Affaires humanitaires (OCHA) indique que le bilan de l'épidémie d'Ebola en cours dans l'Equateur est de 74 cas, dont 32 morts.

La zone de santé d'Ingende a enregistré un nouveau cas, décédé – le quatrième depuis le début de l'épidémie, incluant un bébé de sept mois. Ce cas a été détecté à Bokatola, qui devient ainsi la vingt-huitième aire de santé affectée par la maladie. Les chiffres officiels révèlent que l'épidémie touche également les enfants. On compte actuellement 8 cas confirmés et 31 suspects qui sont pris en charge au niveau des différents centres de transit et CTE, à Bikoro, Bolomba et Wangata.

Dans la zone de santé de Bikoro, qui est l'épicentre de l'épidémie avec 22 cas rapportés, c'est le cinquième jour consécutif sans nouveau cas. Selon les experts, les activités de ratissage, lancées il y a quelques jours dans les aires de santé de Botende, Kalamba et Mooto pourraient expliquer cette situation. Malgré tout, Bikoro a besoin d'une ambulance additionnelle pour transporter les malades en toute sécurité.

Depuis le début de la riposte en Equateur, plus de 135 alertes ont été remontées sur les décès communautaires ; 55 ont bénéficié d'un enterrement digne et sécurisé (EDS), notamment à Bikoro, Bolomba, Mbandaka et

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Wangata. Les volontaires de la Croix-Rouge sont souvent confrontés à la réticence des familles de victimes à procéder à un enterrement sécurisé. Plusieurs d'entre elles procèdent à des enterrements clandestins. Cependant, les volontaires continuent à sensibiliser sur les risques que représente un enterrement traditionnel. Dans ce sens, un arrêté a été signé le 27 juillet par le Gouverneur rendant obligatoire la présentation d'un acte de décès et le prélèvement d'échantillons avant tout enterrement.

Du côté de la prise en charge, un centre d'isolement d'une capacité de 12 lits a été mis en place à Lolanga Mampoko. Le nombre total de lits dans les centres de transit (CT) et les CTE passe ainsi à 133 dans la province. Leur taux d'occupation actuel est de 55 %. Cependant, les capacités d'accueil du CTE de Bikoro et de l'Hôpital général de référence d'Ingende sont dépassées, avec un taux d'occupation respectif de 108,7 % et 133,3 %.

ASSISTANCE ALIMENTAIRE :

L'Allemagne a octroyé un don additionnel de 21 millions d'euros au Programme alimentaire mondial (PAM) en République démocratique du Congo (RDC). Grâce à cette contribution, le PAM sera en mesure d'apporter une assistance alimentaire aux populations affectées par l'insécurité alimentaire, l'épidémie d'Ebola, le COVID-19 et aussi de fournir des services aériens à la communauté humanitaire.

« Cette contribution pluriannuelle permettra au PAM de maintenir sa capacité de répondre aux besoins alimentaires des personnes touchées par les répercussions des conflits et du COVID-19, » a déclaré Claude Jibidar, représentant du PAM en RDC. « Cela permettra de sauver des vies et de changer la vie de centaines de milliers de personnes. »

Les fonds proviennent du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères et couvrent une période de trois ans (2020 à 2022). Ils complètent les engagements pluriannuels précédents versés depuis 2018. Le soutien total de la République fédérale d'Allemagne depuis 2018 s'élève désormais à 45 millions d'euros.

Les fonds permettront au PAM de fournir de l'aide alimentaire aux populations vulnérables en période de crise et de maintenir des services aériens vitaux à la communauté humanitaire. Le PAM va soit distribuer de la nourriture : des céréales, des légumineuses, de l'huile végétale et du sel iodé afin de satisfaire les besoins nutritionnels quotidiens ; soit remettre des espèces directement aux bénéficiaires.

Parmi les bénéficiaires vont figurer des personnes déplacées, les familles qui les abritent et les réfugiés, particulièrement ceux issus des zones les plus touchées par les conflits, c'est-à-dire le centre-est, le nord et le nord-est du pays.

Une partie des fonds sera affectée au service aérien d'aide humanitaire UNHAS en RDC géré par le PAM pour permettre aux travailleurs humanitaires d'accéder rapidement et dans des conditions de sécurité optimales aux zones les plus touchées du pays.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

REFUGIES :

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a lancé le 21 juillet dernier une activité de distribution d'articles ménagers de base à plus de 7.000 déplacés internes qui sont retournés dans leur village d'origine après avoir fui la violence dans la zone de Bendera, territoire de Kalemie dans la province du Tanganyika. Les kits contenant des bâches en plastique pour servir d'abris, des sets de cuisine et des moustiquaires les aideront à reprendre le cours de leur vie dans leur village d'origine.

Le HCR a aussi finalisé la construction d'une école primaire dans le village Kapampa, dans le territoire de Pweto, province du Haut-Katanga. Cette école pourra accueillir 700 élèves dont des réfugiés congolais retournés spontanément de la Zambie. A ce jour plus de 4.000 réfugiés congolais sont retournés spontanément de la Zambie, par le territoire de Pweto, dont 60 % sont des enfants en âge scolaire.

Le HCR poursuit enfin ses efforts de prévention et de lutte contre le Coronavirus à travers la RDC. A ce jour, plus d'un million de réfugiés, déplacés internes et membres de la communauté hôte ont participé à des séances de sensibilisation sur le COVID-19 ; plus de 100.000 savons ont été distribués et près de 3.125 stations de lavages de mains installés à travers les camps et sites de réfugiés, et dans les lieux accueillant des déplacés internes.

FORETS :

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) accompagne depuis 2017 trente communautés du bassin d'approvisionnement de Lubumbashi en charbon de bois, dans la mise en œuvre du « Projet de gestion communautaire des forêts Miombo dans le sud-est du Katanga ».

Grâce aux efforts de gestion consentis par ces communautés locales à travers l'adoption de règles de gestion interdisant notamment la coupe des arbres à chenilles et des arbres d'avenir, ces communautés locales, accompagnées par la FAO, se félicitent des premiers résultats qui n'ont pas tardé à se faire remarquer. En effet, dans toutes les communautés accompagnées, un retour remarquable de la biodiversité, essentiellement des chenilles, est noté. Désormais les arbres protégés produisent des chenilles en quantité suffisante ; les chenilles étant non seulement une source de protéines animales mais aussi une source de revenus pour les ménages de différentes communautés locales.

L'activité s'inscrit dans le cadre du projet « Gestion communautaire des forêts Miombo dans le Sud-Est du Katanga », financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM ou Global Environmental Fund) et mis en œuvre par la FAO. Celui-ci vise à réduire les émissions de dioxyde de carbone issue de la déforestation et la dégradation des forêts de Miombo.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28